

Le pouvoir aux travailleurs

01 SEPTEMBRE 2009

N° 156

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- PLUS QUE LA DATE DE LA PRESIDENTIELLE C'EST LA REUNIFICATION DE L'ARMEE QUI EST IMPORTANT POUR LES POSSEDANTS	2 - 4
- PORTEE ET LIMITES D'UNE ELECTION HYPOTHETIQUE	5 - 7
- UN DISCOURS DEMAGOGIQUE SUR L'AGRICULTURE VIVRIERE	8
- LA CAMPAGNE ELECTORALE BAT DEJA SON PLEIN	8 - 9
- REPARATION DES ROUTES UNE OCCASION POUR SE FAIRE DE LA PUB	9
- DIMINUTION DU PRIX DE LA FARINE : SILENCE ON S'ENRICHIT !	10
- L'ECHEC SCOLAIRE, UN CHOIX DU GOUVERNEMENT	10 - 11
- LICENCIEMENT ABUSIF DES DELEGUES SYNDICAUX DE LA SODECI-CIE	12
- LA SITUATION DRAMATIQUE DES SALARIES RETRAITES DU PRIVE	12 - 13
- UNIWOOD : LE CHEF DU PERSONNEL SE BARRE AVEC LE SALAIRE DES TRAVAILLEURS	13
- DARLING : METTONS FIN AUX RENVOIS DES JOURNALIERS	14

PLUS QUE LA DATE DE LA PRESIDENTIELLE
C'EST LA REUNIFICATION DE L'ARMEE QUI EST IMPORTANT
POUR LES POSSEDANTS

Le jour même, le 26 août, où était ouverte la période de dépôt des candidatures à l'élection présidentielle, « *Fraternité Matin* » titrait à la une par une phrase d'Amani N'Guessan, ministre de la Défense : « *Je ne garantis rien et ne promets rien* ». Il parlait, bien sur, de l'élection présidentielle du 29 novembre. Le même N'Guessan avait déclaré pourtant lors de la signature de l'Accord politique de Ouagadougou en mai 2007 qu'une semaine suffira pour boucler le volet militaire de l'accord. Plus de deux ans après, il a dû déchanter.

Amani N'Guessan venait pourtant d'installer à Bouaké, en grande cérémonie, les premières brigades mixtes de police et de gendarmerie dans le cadre du Centre de commandement intégré censé représenter l'unité retrouvée de l'armée ivoirienne. Mais justement, il a fallu plus de deux ans de tractations pour que soient déployés une brigade mixte de police de 60 éléments, 30 de l'armée dite loyale et 30 des Forces nouvelles ainsi qu'une brigade mixte de gendarmerie, encore plus rachitique, car composée de 30 gendarmes en tout et pour tout, 15 de chaque côté. Bien peu donc par rapport aux 8000 hommes qui devraient constituer les troupes du Commandement intégré, chargés d'assurer la sécurité des élections et surtout, incarner le rétablissement de l'unité de l'armée.

Les chefs politiques des deux factions, Gbagbo et Soro ont beau être d'accord, mieux, gouverner ensemble, l'armée reste divisée. Ce n'est pas seulement un des éléments du problème, susceptible de retarder, une fois de plus, la date de l'élection présidentielle. C'est le fond même du problème. Pas seulement parce que l'éclatement en deux de l'appareil d'Etat et du pays lui-même entre le Nord et le Sud, avait été provoqué par la coupure en deux de l'armée. Mais aujourd'hui encore, la dislocation de l'armée a bien plus de raison de préoccuper la classe possédante que le morcellement du pays.

Il s'agit bien d'une dislocation. Non seulement il y a deux armées, entre l'armée officielle et celle des Forces nouvelles, mais les Forces nouvelles elles-mêmes sont une juxtaposition de bandes armées, soumises chacune à son commandant de zone (com'zone) plus ou moins autonome. A ceux-là s'ajoutent les groupes d'autodéfense. Les accords politiques prescrivent bien la réintégration des éléments militaires épars dans une nouvelle armée unifiée sous un commandement unique et le désarmement des milices divers. Mais comment y parvenir pratiquement ?

Comment, pour commencer, déployer les 8000 hommes d'une armée mixte, lorsqu'il n'y a ni casernes, ni même de lits en nombre suffisant ? Amani N'Guessan peut bien s'époumoner en phrases grandiloquentes devant les militaires, comme à Bouaké « *Soldats, considérez-vous donc, à partir de cet instant précis, comme des soldats ivoiriens prêts à défendre la patrie...et les intérêts nationaux sans distinction* », il est

obligé d'ajouter, dans le même discours, cet appel pitoyable à la patience : « *Nous sommes en brousse en train de chercher des véhicules et de l'argent pour vous, donc soyez patients. Car il nous faut déployer 8000 éléments et encaserner 5000, ça demande des milliards* »

Des milliards dont une grande partie manque. Et si les puissances impérialistes font pression sur le gouvernement ivoirien pour qu'il les sorte de quelque part – forcément en pressurant la population et en sacrifiant plus encore ce qui reste du service public – elles n'ont pas l'intention de payer plus qu'un minimum. Quant aux soldats, ils peuvent toujours racketter la population pour compléter leurs soldes dans le Sud ou, dans le Nord, mendier piteusement auprès de l'automobiliste interpellé, de quoi se payer un paquet de cigarettes.

Mais les milliards manquent plus encore pour dédommager la hiérarchie militaire. A la faveur de la mutinerie de 2002, non seulement un certain nombre d'officiers subalternes et de sous-officiers se sont transformés, grâce aux « *grades Soro* » en commandants, mais se sont taillés de véritables fiefs qui les ont enrichis. Ils n'ont pas l'intention de lâcher ces fiefs sans être dédommagés. Et les hauts gradés de l'armée légale, de leur côté, n'ont pas l'intention d'accepter que l'armée nouvelle consacre la promotion fulgurante de ceux qui sont passés du grade de caporal à celui de commandant alors qu'eux-mêmes n'ont pu grimper sur l'échelle des ânes qu'au rythme des promotions officielles. La question des grades reste un des principaux points d'achoppement de l'avenant militaire à l'accord politique.

A ce qu'il paraît, une solution a été trouvée pour quelques uns des com'zone de cette catégorie, comme Wattao, devenu chef d'état-major adjoint des Fafn et commandant de Séguéla-Vavoua, connu pour ses frasques dans la capitale et pour sa Ferrari, ou encore, Ouattara Morou, commandant de Bouna et Chérif Ousmane, commandant de Bouaké. Ils accepteraient, moyennant une prime de départ, prendre leur retraite. La prime de départ, même si elle est conséquente, ne compenserait pas vraiment les possibilités de racket et de prévarication qu'ils avaient en tant que com'zone, mais cette solution aurait pour eux l'avantage d'entériner et de légaliser leurs vols du passé.

Restent encore les officiers de grades inférieurs. Ceux de la Fafn sont aussi intraitables pour garder leurs grades dans l'armée réunifiée que ceux de Fds, à refuser que d'anciens subordonnés puissent dans l'avenir les commander.

Tous ces marchandages pour arriver à un consensus sont aussi écoeurants qu'ils peuvent sembler dérisoires. Mais ce qui n'est pas dérisoire, c'est la nécessité, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, de rétablir l'unité de l'armée, c'est-à-dire, de disposer d'une force de répression fiable face à d'éventuels soubresauts sociaux. Les militaires de l'armée actuelle – il serait plus exact de parler d'armée au pluriel – sont tout juste capables de racketter une population désarmée. L'armée a été affaiblie par son éclatement et désorganisée. Si Gbagbo essaie de choyer les militaires restés de son côté par des soldes conséquentes et plus ou moins régulièrement payées, ce n'est pas le cas de ceux du Nord. En cas de conflits sociaux sérieux, l'armée pourrait se

révéler incapable de contenir les masses révoltées. Mal équipés, mal considérés et pour certains, mal payés, les militaires risquent d'être peu enclins à se battre pour la propriété des capitalistes et à plus forte raison, de mourir pour elle, si les masses s'armaient à leur tour.

Or, la Côte d'Ivoire n'a pas seulement une certaine importance économique et stratégique pour la bourgeoisie impérialiste. Abidjan n'est pas seulement une capitale économique pour toute la sous-région. Elle compte de grandes entreprises qui concentrent un grand nombre de travailleurs. Rien que le Port autonome regroupe 9000 travailleurs. Avec les entreprises qui entourent le port, cinquante mille travailleurs se côtoient sur la zone industrielle de Vridi, mobilisés qu'ils sont chaque jour pour faire tourner le port et les usines et pour suer du profit pour leurs patrons respectifs, parmi lesquels quelques gros requins du grand capital, genre Bolloré et Unilever.

Cette concentration d'ouvriers, dans un endroit stratégique par où transitent les marchandises et les produits qui alimentent les circuits économiques bien au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire, représente une force potentielle considérable. La récente grève des dockers n'a pu en donner qu'une idée limitée, tant les syndicats de la zone portuaire sont pleutres quand ils ne sont pas franchement vendus. Mais ces choses-là peuvent changer très vite et la détermination des travailleurs peut suppléer à la défaillance des syndicats.

Une grande partie de la bourgeoisie ivoirienne est tellement préoccupée par ses combines et ses magouilles pour faire de l'argent à court terme, tellement irresponsable, qu'elle ne réalise sans doute pas la menace et donc, elle ne la craint pas. Mais il y en aura forcément qui y penseront pour elle, ne serait-ce que parmi les serviteurs politiques ou militaires de la grande bourgeoisie impérialiste. Un mouvement de grève puissant dans le prolétariat des grandes entreprises d'Abidjan, entraînant les pauvres des quartiers populaires, représenterait une menace autrement plus puissante pour la bourgeoisie qu'une guérilla aux confins du Tchad ou les affrontements entre seigneurs de guerre dans certaines régions du Congo-Kinshasa.

Voilà contre quoi, contre quelle menace, la bourgeoisie a besoin d'une armée ivoirienne fiable. Voilà pourquoi, cette question dépasse en importance celle de savoir si l'élection présidentielle pourra avoir lieu le 29 novembre ou repoussée une fois de plus. Voilà pourquoi elle est plus importante aussi que celle de savoir qui sera élu. Les prétendants à la présidence sont d'ailleurs tous d'accord sur la nécessité de disposer d'une force de répression unifiée et fiable.

Les choses commenceront à changer pour la classe ouvrière lorsque, elle-même, commencera à se rendre compte de la force qu'elle représente. C'est la conscience et la détermination qui peuvent transformer le nombre et la concentration en force agissante. Lorsque cela arrivera, les travailleurs seront en situation de peser sur la vie politique et sociale de la Côte d'Ivoire dans l'intérêt, non pas d'une poignée de capitalistes, de magouilleurs et de parasites qui dominent le pays, mais dans l'intérêt de la majorité exploitée, opprimée de la population.

<p style="text-align: center;">PORTEE ET LIMITES D'UNE ELECTION HYPOTHETIQUE</p>
--

Les spéculations sur le respect ou non de la date prévue du 29 novembre pour la prochaine élection présidentielle tiennent des jeux de hasard. L'écrasante majorité de la population la souhaite, avec ou sans illusions, ne serait-ce que parce que cela apparaîtra comme un terme définitif à la période ouverte par la rébellion militaire de septembre 2002 et à la paix armée qui a succédé aux affrontements ouverts entre les deux tronçons de l'appareil d'Etat et qui se prolonge jusqu'à nos jours. Et puis, toutes choses restant égales par ailleurs, la majorité préfère très certainement que le président soit élu plutôt qu'il soit imposé par un coup d'Etat ouvert ou larvé.

Oui, la majorité de la population préfère indubitablement que soit mise une fin aux incertitudes de la situation actuelle. Mais ce n'est pas la population qui décide. Elle n'est conviée que pour payer le prix de cette situation par une misère aggravée.

Un indice plus convaincant que la date du 29 novembre sera peut-être la bonne, est l'aspiration de la classe possédante elle-même. Oh, il en est qui ont fait d'excellentes affaires malgré le partage du pays entre deux bandes armées rivales voire, précisément grâce à cela. Derrière quelques crapules en uniforme qui ont pu se tailler des fiefs à la faveur de la rébellion militaire, avec des mangeoires abondamment remplies, il y a des hommes d'affaires. Même s'ils n'affichent pas leurs voitures de luxe avec l'ostentation de nouveaux riches, ils ont ramassé beaucoup d'argent. Pour la majorité des possédants cependant, les incertitudes politiques comme la coupure du pays en deux, constituent plutôt une gêne qu'un avantage. Tout cela n'est pas très bon

pour les affaires, pour le transport des marchandises, pour les placements et les déplacements. Et les prélèvements des parasites galonnés représentent des frais inutiles. Il est préférable que l'on en finisse.

Les grands bourgeois des puissances impérialistes qui ont des intérêts ici, les Bolloré et Cie, pourraient regarder les choses avec un certain détachement. Ils n'ont certes rien à craindre pour leurs intérêts fondamentaux ni d'un camp ni de l'autre. Ils ont les moyens de se les subordonner et ils ne s'en privent pas qu'il s'agisse du président légal ou d'un vulgaire com'zone. Mais la phase initiale aigue de la crise politico-militaire, en détériorant la situation économique, a tout de même affecté les profits de Bolloré, en faisant reculer l'activité du Port autonome. Ces préoccupations bien matérielles ont tout naturellement rejoint les préoccupations politiques des dirigeants de l'impérialisme français quant à la décomposition de l'appareil d'Etat ivoirien et la tension que cela provoquait et pas seulement pour le pays mais pour la sous-région. Tout cela pousse Paris à tenter de rabibocher les factions opposées comme en ont témoigné les accords de Marcoussis. Mais à condition que cela ne leur coûte rien.

Vouloir dans ces conditions n'est pas nécessairement pouvoir. Et tous les rebondissements depuis les accords de Marcoussis, tous les retards ont montré que la caste politique et surtout, la caste militaire, ne poussent pas le sens des responsabilités jusqu'à abandonner les privilèges petits ou grands qu'ils se sont arrogés afin que l'appareil d'Etat retrouve son unité, quand bien même cela correspond aux intérêts de la

classe possédante. En tous les cas, pas gratuitement. La bourgeoisie a les serviteurs qu'elle mérite : aussi avides, aussi irresponsables qu'elle-même.

C'est dire que bien d'autres rebondissements sont possibles malgré le ton euphorique des représentants politiques des deux factions depuis la signature des accords de Ouagadougou. Eux, ils y croient ou ils font semblant. Tous les crocodiles du marigot politique sont déjà engagés dans la campagne électorale.

Mais qu'est-ce qu'il peut sortir de bon pour les classes populaires de cette élection présidentielle, à supposer qu'elles aient lieu, à part la satisfaction, pour ceux qui s'en contentent, qu'elles aient enfin lieu ?

Des trois principaux candidats, l'un, Gbagbo est le président de la République en titre et un autre, Bédié, l'a été avant d'en être chassé. Le troisième, Ouattara n'a certes jamais été président de la République, mais en tant que premier ministre, il a pu faire la démonstration qu'il ne gouvernait pas plus en faveur des classes populaires que les autres. Sur le terrain social, leurs programmes respectifs sont identiques. Ils gouverneront au service des plus riches, en se servant au passage. Et ceux qui, dans les classes populaires, ont été contaminés dans le passé par la démagogie ethniste des uns et des autres et qui espèrent de l'élection d'un candidat de leur ethnie une certaine protection, se trompent lourdement. Spéculer sur les sentiments ethniques, ouvertement ou de façon sous-entendue, n'est de la part des candidats que démagogie pour arriver au pouvoir ou pour s'y maintenir. A leurs yeux, un exploité, ouvrier, paysan, quel que soit son ethnie, n'est qu'un pauvre sur lequel on peut marcher. Pour les exploités en

revanche, l'ethnisme est un poison qui les divise, qui les abrutit et qui les rend incapables de se défendre collectivement contre leurs oppresseurs.

Même dans les pays riches qui se disent démocratiques, aux Etats-Unis, en France et dans un certain nombre de pays d'Europe, les classes exploitées n'ont jamais changé leur sort d'un iota grâce aux élections. Comme le disait un grand révolutionnaire des temps passés, la démocratie bourgeoise, même dans les pays les plus démocratiques, consiste seulement à accorder aux classes exploitées de choisir eux-mêmes l'homme ou le gouvernement qui les opprimeront. Mais le gouvernement, quel qu'il soit, est toujours le conseil d'administration chargé de gérer les affaires des possédants. La bourgeoisie, surtout la très grande, celle des riches pays impérialistes, a trop de puissance dans l'économie et la société grâce à son argent, grâce à son emprise sur l'économie, pour la jouer aux dés d'un scrutin électoral. Les dirigeants politiques ne sont pas les maîtres mais les serviteurs de la grande bourgeoisie.

Est-ce à dire que les élections ne peuvent servir à rien ? Pas tout à fait. Car si elles ne peuvent pas changer la nature du pouvoir politique et, à infiniment plus forte raison, elles ne peuvent pas mettre fin à l'exploitation des classes laborieuses par les capitalistes, cause fondamentale des inégalités et de la misère pour la majorité, elles pourraient au moins exprimer l'opinion des classes populaires. Mais à condition que celles-ci aient les moyens et la volonté de s'exprimer. Le drame dans la situation actuelle, c'est qu'elles n'ont ni l'un ni l'autre.

Malgré la multiplicité des candidats, aucun d'entre eux ne représente les intérêts des classes populaires, pas même partiellement, pas même de manière déformée. Aucune des candidatures ne permet à l'électorat populaire d'exprimer son aspiration à des conditions de vie meilleure, à un emploi, à un salaire correct, à des services publics dignes de ce nom. Même convié aux urnes, l'électorat populaire est condamné au silence.

C'est une des conséquences – certes, pas la plus importante mais réelle – de l'inexistence dans ce pays d'un parti qui représente les intérêts des classes exploitées. Contrairement au temps de la dictature de Houphouët, les idées politiques semblent pouvoir s'affronter au grand jour, il y a une multitude de journaux dont chacun peut attaquer voire, injurier les vedettes du camp adverse. Mais dans la cacophonie généralisée, on n'entend pas la voix des exploités, la voix de ceux qui n'ont rien que leur travail pour vivre. Ils constituent pourtant la majorité.

Ce multipartisme-là ne gêne pas les possédants car parmi les coteries politiques qui s'affrontent, aucune ne menace leurs intérêts ni à court ni à long terme. Aucune ne défend l'idée que pour sauver les classes populaires de la misère, pour résoudre les problèmes les plus aigus de la société, il faut empêcher les possédants de nuire, empêcher qu'ils exploitent les travailleurs, qu'ils volent les petits paysans, qu'ils pillent les caisses publiques et le pays. Empêcher qu'ils dirigent l'économie en dépit du bon sens car ils ne sont préoccupés que de leur

propre enrichissement quitte à fouler aux pieds les intérêts de la collectivité.

En conclusion, si les élections avaient lieu à la date prévue, ce serait tant mieux car la dictature, qu'elle soit ouvertement proclamée ou existant de fait, est toujours un obstacle devant la prise de conscience des classes exploitées. (Même si la réciproque n'est pas vraie et si la bourgeoisie a bien d'autres moyens que la dictature ouverte pour duper les masses exploitées, pour les amener à accepter passivement leur sort, pour les empêcher de s'organiser afin de se défendre).

Montrer que l'on refuse l'exploitation, qu'on n'est pas dupe des discours des partis politiques au service des riches, est tout ce que les scrutins électoraux permettent. Ce serait cependant déjà beaucoup pour la prise de conscience de la masse des exploités.

Mais dans le contexte d'aujourd'hui, en l'absence d'un parti représentant les intérêts politiques des exploités et capable de les défendre à l'occasion de l'élection présidentielle, les électeurs des classes populaires n'ont même pas la possibilité de dire, avec leur bulletin de vote, leur adhésion à cette politique. Les travailleurs qui se rendront aux urnes doivent donc savoir que, quel que soit le candidat pour lequel ils votent, ils n'auront fait que contribuer à porter au pouvoir un homme qui sera toujours du côté des exploités contre les exploités, du côté des riches contre les pauvres, un homme qui contribuera à les opprimer.

UN DISCOURS DEMAGOGIQUE SUR L'AGRICULTURE VIVRIERE

A l'occasion de la fête de l'indépendance, le président a fait son traditionnel discours. L'un des thèmes marquant de ce discours était l'agriculture vivrière.

En gros dans le discours, au chapitre concernant l'agriculture, Gbagbo a dit que le temps était venu de lancer une campagne pour le développement de l'agriculture vivrière à grande échelle. Et qu'il fallait lancer un « *plan de relance de la filière riz, élaboré par nos experts pour atteindre l'autosuffisance* » qui se chiffre à 800 milliards car « *la crise récente du riz a montré que la Côte d'Ivoire, premier producteur de cacao au monde, a failli manquer de nourriture pour ses enfants...* ».

Le prix du riz, devenu aliment de base est soumis aux aléas du marché mondial. La production nationale ne couvre qu'une petite partie de la consommation. Des cultures comme l'igname, le manioc, la banane plantain, le maïs ou même des légumes comme le gombo, l'aubergine, le piment, sont produites en quantité suffisante.

Or, malheureusement, même les prix de ces denrées restent tout aussi élevés car l'acheminement de ces produits vers les centres urbains demeure un véritable problème, d'où les pénuries fréquentes qui font grimper les prix.

Ceci d'abord parce que la plupart des voies d'accès dans les campagnes sont hors d'usage mais là où ces voies existent c'est le racket qui est omniprésent.

Mais Gbagbo a surtout pris le soin d'éviter dans son discours ce genre de problèmes. Les solutions qu'il veut apporter sont la mécanisation de l'agriculture et la mise en route d'un projet sur le riz. C'est ce qu'il faut réellement mais autant dire que ce n'est pas pour demain la veille parce que ça fait déjà près de 10 ans qu'il est au pouvoir et il n'a rien fait dans ce sens.

En attendant qu'il réalise ses projets, qu'il commence par ouvrir et entretenir régulièrement des voies d'accès vers les campagnes et d'éliminer résolument les rackets sur les routes.

LA CAMPAGNE ELECTORALE BAT DEJA SON PLEIN

Les leaders politiques semblent être pris de la danse de saint Guy. Ils bougent dans tous les sens. On les voit courir d'un bout à l'autre du pays et d'un endroit à l'autre.

Alassane Dramane Ouattara après San-Pedro et Soubré avait parcouru la région de Gagnoa. Bédié, lui, a fait une série de meetings dans le Sud-est. Gbagbo, quand à lui, multiplie ses apparitions publiques. Il inaugure chantiers sur chantiers. On a l'impression qu'il a choisi ce moment

pour lancer le maximum de travaux et se faire de la publicité. On se rappelle de ses visites dans l'Ouest montagneux et le Nord.

Pendant tout ce raffut, chacun ne cesse de se vanter et vanter son programme tout en promettant monts et merveilles pour embobiner les populations. Ils ne sont pas avares en milliards qu'ils ne donneront jamais. Ils prétendent qu'ils vont couvrir tout le pays de routes, autoroutes, ponts, hôpitaux et autres bâtiments dans leur

frénésie mensongère. Ce ne sont que des mots... Mais sur ce terrain la population a droit au moins aux mots.

Par contre tous ces politiciens sont tellement respectueux de la bourgeoisie qu'ils se gardent bien de s'aventurer sur le terrain social même avec des mots ou avec des promesses. Il ne viendrait à aucun d'eux d'imposer au patronat la hausse des salaires ou

l'embauche des journaliers. Ils craignent que les travailleurs à qui on promettrait des hausses de salaire, les prennent aux mots et les imposent d'eux-mêmes. Il se contente de dire voter moi et tout ira bien. Cet attrape-nigaud là, on le connaît déjà trop bien. Toute amélioration de sa condition de vie, même justifiée, il faut que la classe ouvrière l'arrache au patronat et à la caste dirigeante du pays.

REPARATION DES ROUTES UNE OCCASION POUR SE FAIRE DE LA PUB

A l'occasion du lancement du projet de réparation des routes à Abidjan et Bouaké, les autorités du pays avec Gbagbo à leur tête n'ont pas manqué l'occasion de se faire filmer à la télé. Conformément à leur habitude, ils veulent faire croire que c'est grâce à eux que tout cela se fait. Au contraire alors qu'ils devraient avoir honte de les avoir laissées dans un état aussi scandaleux pendant plusieurs années.

Il n'y a vraiment pas de quoi s'enorgueillir de la réparation des voies dans de grandes villes comme Abidjan et Bouaké.

Tout comme le ramassage des ordures, la réparation des routes est une tâche qui devrait en principe se faire de façon régulière. Mais ces dernières années, presque toutes les routes se sont sérieusement dégradées au vu et au su des autorités sans pour autant que quelque chose soit fait. On peut citer en exemple la voie du zoo. Cette voie n'est plus rien d'autre qu'une juxtaposition de nids de poule. A Abobo Derrière rails, la route qui mène à la gare SITARAIL (train) n'existe que de nom. Sur l'axe PK 18-N'dotrè, un grand trou divise carrément la voie et oblige

les véhicules à faire des détours dans le quartier. A Yopougon Andokoi, plus aucune voiture ne s'aventure sur la voie principale tellement elle est dégradée... Enumérer tous ces exemples remplirait plusieurs pages tellement il y en a et cela dénote de l'irresponsabilité criarde des dirigeants.

Par ailleurs, il faut dire que tous ces trous béants que nous retrouvons sur les routes aujourd'hui n'étaient que de petites fissures il y a quelques années.

Entretenir régulièrement les routes et les rues des agglomérations rendrait moins pénible la vie de tous ceux qui empruntent quotidiennement les Gbakas et taxis collectifs. Mais là ne semble pas être le souci des pouvoirs publics. Et puis cela coûterait moins cher au budget de l'Etat et pèserait moins sur la collectivité de ne pas laisser se détériorer les infrastructures.

Eux, ils réfléchissent à l'envers. Ils préfèrent annoncer qu'ils commenceraient les travaux qu'à l'approche des élections pour que cela leur serve d'argument pendant les campagnes.

L E U R S O C I E T E

DIMINUTION DU PRIX DE LA FARINE : SILENCE ON S'ENRICHIT !

Le prix de la farine a été diminué de plus de 50% sur le marché. Mais cette diminution ne se fait pas ressentir sur le prix du pain et des pâtes alimentaires qui font partie des denrées de grande consommation. Nous connaissons tous avec quelle rapidité les prix des produits de premières nécessités grimpent quand celui du carburant connaît une hausse.

Le gouvernement ne fait rien pour que les boulangers et les entreprises fabriquant les pâtes alimentaires répercutent la baisse sur le prix de ces produits. Les propriétaires de boulangeries et d'entreprises sous l'œil complice du gouvernement se frottent les mains en faisant de bonnes affaires sur le dos des travailleurs et des consommateurs.

GBAGBO SE MOQUE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION DE NOS ENFANTS

En réaction aux mauvais résultats des examens de fin d'année dans l'enseignement général, Laurent Gbagbo a invité son ministre de l'éducation, Bleu Lainé à aller prendre des conseils chez le directeur de l'école militaire (EMPT) qui a eu un résultat de 100% au BAC.

Gbagbo n'ignore pas les problèmes de l'école publique. Avec des salles de classes surpeuplées, l'insuffisance d'enseignants et de personnel pédagogique sans compter la

pauvreté de la plupart des parents d'élèves. L'enseignement public général ne peut pas prétendre à un bon taux de réussite.

A l'école militaire en revanche, il y a peu d'élèves par classe et ils sont nourris et logés sur place.

Sans aller jusque là, les écoles de ce pays pourraient bénéficier de plus de moyens si les dirigeants se préoccupaient de l'éducation et de la culture.

L'ECHEC SCOLAIRE, UN CHOIX DU GOUVERNEMENT

Les examens de fin d'année se sont soldés par de faibles résultats avec pour le BAC 21 % et le BEPC 23 %.

En effet, l'Etat a une dette estimée à plusieurs milliards de francs envers les fondateurs des écoles privées secondaires et supérieures.

Au supérieur privé les fondateurs font chaque année des grèves pour réclamer leurs dus. Cette année les examens du BTS ont connu un report de un mois à cause de ce conflit là. Il y a même des écoles secondaires privées qui n'acceptent déjà plus les boursiers

L E U R S O C I E T E

orientés par l'Etat à cause du non paiement des dettes accumulées.

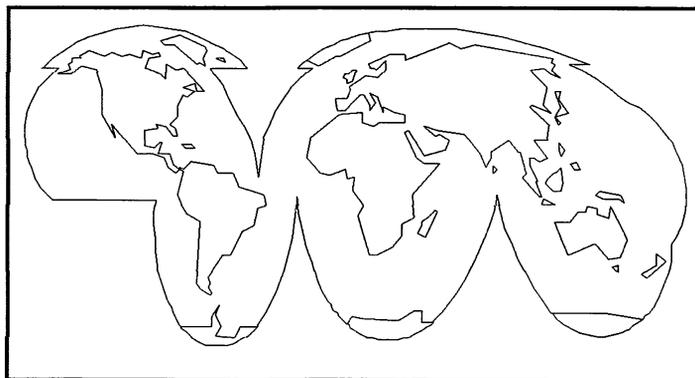
A l'université publique le problème n'est pas moins grave. L'université fonctionne comme s'il y avait des années blanches. Cette année la plupart des facultés n'ont pas encore terminé l'année universitaire 2008-2009. Il y a même des facultés comme celle

d'anglais qui n'ont même pas encore commencé l'année 2008-2009.

Les établissements publics secondaires sont quant à eux en nombre très insuffisant et ne peuvent absorber qu'un nombre restreint d'élèves.

Au vu de cela, l'échec scolaire est un choix du gouvernement qui refuse de s'attaquer aux problèmes réels de l'école.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LICENCIEMENT ABUSIF DES DELEGUES SYNDICAUX DE LA SODECI-CIE

La direction du groupe SODECI-CIE a licencié les deux principaux délégués syndicaux et treize syndicalistes. Malgré, les discussions engagées par le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi, la direction refuse l'intégration des quinze travailleurs. Le ministère affirme qu'il n'a aucun moyen de coercition sur le directeur général Zadi Kessé pour l'intégration des agents. Plus qu'un aveu d'impuissance, c'est un fait qui traduit une réalité. Le gouvernement est là pour

défendre les patrons, pas les travailleurs.

C'est pourquoi, la solidarité est ce qui reste aux travailleurs pour lutter contre les abus des patrons. Mais un groupe de syndicats a pris parti pour la direction et s'oppose à l'intégration de leurs camarades. Façon de démontrer qu'ils ne sont pas les défenseurs des travailleurs face au patron mais les serviteurs du patron contre les travailleurs.

SITUATION DRAMATIQUE DES SALARIES RETRAITES DU PRIVE

La Cnps a organisé il y a une quinzaine de jours un séminaire sur le thème : « *contribution à l'amélioration des conditions de vie des retraités du privé* ». Ce thème intéresse, bien sûr, au plus haut point les travailleurs puisque la grande majorité d'entre eux, arrivés à l'âge de la retraite, ne perçoivent aucune pension et deviennent une charge pour leur famille. Mais autant dire que ce n'est pas la Cnps qui peut changer cette situation. Elle n'en a d'ailleurs pas la vocation. La Cnps est une entreprise semi privée ayant pour rôle de gérer l'argent d'une toute petite minorité de travailleurs retraités.

En effet, selon les chiffres avancés par la Cnps elle-même, seulement 90.000 retraités du privé perçoivent une pension dans ce pays. La moitié d'entre eux touche une somme inférieure ou égale à 50.000 Fr par mois, dont 13.000 en dessous de 20.000 Fr.

Ce n'est pas d'une « *amélioration* » dont on devrait parler, mais d'un vrai scandale ! Que

représentent donc 20.000 Fr ou même 50.000 Fr de nos jours ? Le prix d'un seul sac de riz, c'est 20.000 Fr ! De plus, tous ces travailleurs qui ont trimé durant toute leur vie ne bénéficient d'ailleurs même pas d'une couverture maladie et sont laissés à eux-mêmes !

Quant à la grande majorité des travailleurs, ils ne bénéficient même pas de ce minimum. N'ont-ils pas été déclarés ? Certains d'entre eux, oui. Mais ils ne verront pourtant jamais la couleur de l'argent de leur cotisation.

Allez donc, par exemple, demander aux 200 travailleurs du bâtiment qui montent en ce moment l'immeuble pour le compte de la Cnps au Plateau, si celle-ci leur a donné le mode d'emploi pour toucher leur pension de retraite une fois qu'ils seront vieux ! Même leurs simples heures supplémentaires ne leur sont pas payés, alors comment parler d'argent de la retraite ?

D'ailleurs, l'objectif de la Cnps, en organisant ce séminaire, est en réalité tout autre. Elle voudrait que le

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

gouvernement relève le taux de ponction à 18% contre 8% aujourd'hui. Qui paiera les 10% supplémentaires ? Le patronat ou les salariés ? Que ce soit l'un ou les autres, là n'est certainement pas le problème de la Cnps. Quand au gouvernement, on sait bien qu'en général il ne refuse rien aux patrons. N'a-t-il pas instauré l'impôt sur la modeste pension des travailleurs depuis 2003, pour renflouer ses propres caisses,

alors que les retraités en étaient jusqu'à cette date exonérés ?

Le problème de la retraite est un vrai problème pour les travailleurs. Mais il ne trouvera de solution ni venant du patronat dont la seule préoccupation est d'exploiter les travailleurs au maximum, ni des gouvernements qui se succèdent au pouvoir dont l'unique souci est celui de servir au mieux les intérêts des riches, en se servant eux-mêmes au passage.

UNIWOOD : LE CHEF DU PERSONNEL SE BARRE AVEC LE SALAIRE DES TRAVAILLEURS

Notre paie de la quinzaine du mois d'août a failli être compromise. Il a fallu que les travailleurs haussent le ton pour que la direction fasse marche arrière.

En effet, notre usine est la branche d'une scierie basée à Koumassi. Il y a quelques années, le directeur a décidé de créer une autre unité à la zone industrielle de Yopougon. Et c'est en cherchant un endroit pour l'installation de l'usine qu'il a été aidé par un ouvrier. Une fois l'usine installée, pour le remercier, il a été promu chef du personnel.

C'est ce dernier qui, favorisé par le fait que la majorité des travailleurs sont des journaliers et des contractuels, donc payés chaque quinzaine, a mis la main sur celle de la quinzaine du mois d'août. Et la direction qui ne voulait pas

assumer sa responsabilité dans cette bêtise, a voulu nous faire payer la note. Jusqu'au samedi 22 août, toujours point d'argent, la direction nous chantait les mêmes histoires de détournement.

Exaspérés par cette attitude de la direction, les travailleurs, journaliers comme contractuels, nous avons fait bloc et arrêté le travail pour exiger la paie immédiate de notre quinzaine. Nous avons eu le soutien de nos collègues embauchés.

Quand le patron a vu la mobilisation, il a vite fait de céder pour éviter que de nouvelles revendications ne viennent se greffer à celle-ci.

Après cette petite mobilisation qui a fait reculer le patron, l'ambiance est bonne dans l'usine.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : METTONS FIN AUX RENVOIS DES JOURNALIERS.

Cela fait quelques mois que la direction ne cesse de renvoyer nos collègues journaliers. C'est une manière voulue aussi pour nous doubler le travail.

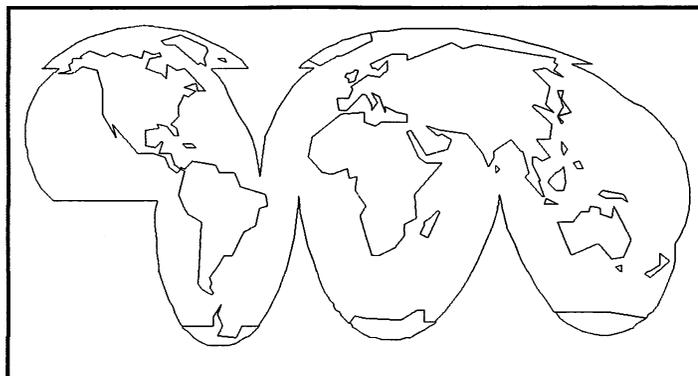
Chaque année, pendant les périodes creuses où la commande des mèches ne s'envole pas, la direction se débarrasse des journaliers malgré que certains ont souvent plus de 4 ans de présence dans la boîte. Pendant ces périodes fastes, l'usine fonctionne avec les embauchés mais aussi avec des journaliers en nombre restreint.

C'est de ce peu de journaliers que cette année la direction a décidé de se débarrasser. Mais pour éviter des grincements de dents comme l'année dernière qui l'avait obligé à embaucher une dizaine de travailleurs, la direction

renvoie cette fois-ci les travailleurs un par un et par jour. Souvent c'est deux jours après que l'ensemble des travailleurs apprend que tel collègue n'est pas malade mais il a été mis à la porte. Cette manière de nous faire avaler la pilule en douce a marché pendant un bon moment avant que les travailleurs ne commencent à murmurer leur mécontentement. Au bout d'un mois c'était quand même au moins une dizaine de travailleurs qui partaient de l'usine, alors que la direction demande le même rendement.

Pour le moment il n'y a pas eu de réaction vive de la part de l'ensemble des travailleurs. Mais la direction sentant la colère monter, a mis fin momentanément à cette saignée.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation